

définitif des mesures à venir, nous aurons encore l'occasion d'en étudier d'autres, très avantageuses. Le premier ministre s'étant attaché particulièrement à la mesure agricole qu'il va présenter incessamment, je me demande s'il pourrait satisfaire la curiosité de la Chambre en nous disant si cette mesure comporte des versements d'appoint, et, d'une façon générale, ce qu'elle vise. Le premier ministre constatera, j'en suis certain, que le parti de la CCF facilitera, comme toujours, l'adoption à la Chambre de toute mesure législative qui en vaut la peine.

Des voix: Ah! ah! les obstructionnistes!

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, j'apprécie l'attitude du chef de l'opposition. Il convient de tout faire pour réduire au minimum ce qu'il a appelé les obstructions. J'estime qu'il s'agit là d'un but louable et fort souhaitable. Pour ma part, je ferai tout pour réduire au minimum l'obstruction de la part des honorables députés qui siègent en face, parce qu'il n'y en a pas de ce côté-ci.

L'hon. M. Pickersgill: Le premier ministre devrait assister aux séances de la Chambre.

M. Benidickson: Il n'a pas ouvert souvent son haut-parleur.

Le très hon. M. Diefenbaker: Pour ce qui est de la déclaration de l'honorable député d'Assiniboia, je ne donnerai pas lecture d'un rapport qu'il aurait soumis à M. Robert Moon, le 8 août dernier, portant que le gouvernement actuel ne semblait pas devoir présenter de mesures agricoles, visant en cela un but indésirable. Je ne donnerai pas lecture de ce rapport parce que je ne saurais accepter comme fidèles aux vues de l'honorable député les paroles qu'on lui a attribuées dans le *Leader Post* de Regina. Cependant, en ce qui concerne le programme agricole, je puis assurer à l'honorable député que la question fait l'objet d'une étude constante. En effet, si l'on n'a pas vu le ministre à la Chambre ces deux, trois ou quatre derniers jours, c'est précisément parce qu'il fait une étude très sérieuse et très approfondie de propositions destinées à aider non seulement l'agriculture, mais les Canadiens en général.

M. McIlraith: Il se passait des choses importantes à la Chambre également.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je suis heureux de constater l'intérêt que manifeste mon honorable ami à cet égard.

[M. Argue.]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ISLANDE—EXTENSION DES LIMITES ÉTABLIES POUR LES PÊCHEURS ÉTRANGERS UTILISANT DES CHALUTIERS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H.-J. Robichaud (Gloucester): Monsieur l'Orateur, puis-je, en l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, poser une question au premier ministre? D'une part l'amirauté britannique a récemment décidé d'augmenter son escadre de protection de la pêche par deux frégates et deux balayeurs de mines, afin de prévenir tout incident avec les Islandais qui se proposent d'imposer l'extension de leurs eaux territoriales de quatre à 12 milles à partir du 1^{er} septembre. D'autre part, le premier ministre a déclaré antérieurement que son gouvernement proposait l'extension de la juridiction nationale à 12 milles au large des côtes pour la pêche seulement. Vu ce qui précède le premier ministre pourrait-il nous dire quelles mesures a prises le gouvernement canadien, si, toutefois, il en a pris, pour approuver ou appuyer la décision de l'Islande ou afin de protester contre cette prétendue violation de la loi maritime internationale?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Il est bien évident, monsieur l'Orateur, que la question n'est pas de celles qui se posent à l'appel de l'ordre du jour. C'est une très longue question qui exige une réponse également longue. J'estime qu'elle ne peut être posée à l'appel de l'ordre du jour.

M. Robichaud: A titre de question supplémentaire, puis-je demander au premier ministre si le gouvernement a protesté contre la décision de l'Islande?

M. l'Orateur: La question ne semble pas nouvelle. Il me semble qu'elle est déjà venue sur le tapis deux fois depuis le début de la session. J'ignore s'il s'agit de dispositions prises depuis que la question a été posée la dernière fois; dans ce cas, j'imagine que la question serait régulière.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'Opposition): A ce propos, monsieur l'Orateur, les journaux du matin signalent que le Royaume-Uni et d'autres membres de l'OTAN vont prendre des mesures pour protéger leurs navires de pêche dans la zone que l'Islande réclame maintenant comme appartenant à ses eaux territoriales. C'est une question très importante qui devrait, je crois, retenir l'attention